



L'évolution du Québec depuis 25 ans

selon les travaux de l'Institut
de la statistique du Québec

La démographie



La démographie

La démographie est l'étude des populations humaines, de leur état, de leurs mouvements, ainsi que des facteurs biologiques et socioculturels qui agissent sur ces caractéristiques. C'est donc un domaine de recherche essentiel pour comprendre l'évolution d'une population.

L'analyse de la démographie du Québec au cours des 25 dernières années permet de mettre en lumière plusieurs changements de tendances en matière de fécondité, de mortalité et de migrations.

Après le baby-boom qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, l'évolution politique, économique et sociale des années 1960 et 1970, et l'arrivée du nouveau millénaire, le Québec a continué d'évoluer sur le plan démographique. En effet, même si sa population augmente en raison de l'immigration, le Québec continue de voir son poids démographique diminuer au sein du Canada, et le vieillissement de sa population se poursuit.

De plus, après avoir été importants, les gains d'espérance de vie ont ralenti. La fécondité a évolué de façon cyclique, et une tendance à la baisse s'est dessinée au cours des dernières années.

« Si la démographie dicte le destin de l'histoire, les mouvements de population en sont le moteur. »

Samuel Huntington
Politologue américain
1927-2008

La contribution de l'ISQ à la connaissance des phénomènes démographiques prend plusieurs formes. Il produit notamment, en s'appuyant sur diverses données (estimations de population, données d'état civil, recensements canadiens, etc.), un bilan démographique annuel qui permet de suivre l'évolution de la population et de sa structure par âge en lien avec l'évolution des naissances, des décès et des mouvements migratoires.

L'ISQ diffuse également des données sur la répartition de la population sur le territoire, les familles, les ménages, la situation des couples, les mariages et les divorces, et produit également des projections démographiques.

Il gère également le Registre des événements démographiques (RED), qui est une banque de données exhaustive sur les naissances, les mortinaissances, les décès, les mariages et les unions civiles au Québec.

Les travaux de l'ISQ permettent enfin de mieux connaître, et donc de mieux comprendre, les phénomènes migratoires qui exercent une influence directe sur la démographie du Québec.

Il y a 25 ans, on projetait, sur la base des tendances de l'époque, que la population du Québec atteindrait 7,8 millions de personnes en 2024. Or, nous sommes aujourd'hui plus de 9 millions !

Une croissance démographique qui a déjoué les pronostics

Population du Québec

1^{er} juillet 1999  7 323 000

1^{er} juillet 2024  9 056 000

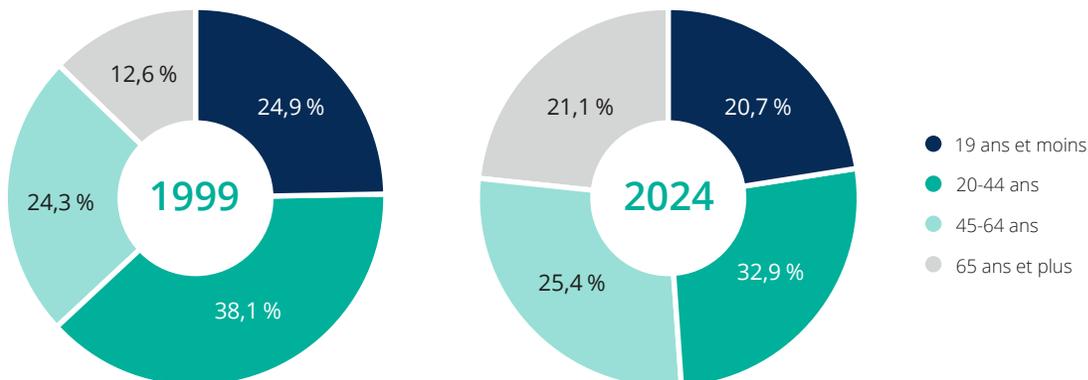
Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Que s'est-il donc passé ?

Entre 1999 et 2024, la population du Québec a cru de 24 %. Après avoir été freinée drastiquement pendant la pandémie de COVID-19, la croissance de la population a rebondi en 2021, et plus encore en 2022 et 2023. Au cours de l'année 2023, elle a augmenté de plus de 193 000 personnes, un nombre qui dépasse le record de 146 000 personnes établi en 2022. Durant le premier semestre de 2024, la forte croissance migratoire s'est maintenue, ce qui a porté la population à 9,06 millions au 1^{er} juillet 2024.

La répartition de la population selon les groupes d'âge a aussi évolué. En 1999, les 19 ans et moins représentaient 24,9 % de la population. En 2024, ils ne comptent plus que pour 20,7 %. En outre, conséquence logique du vieillissement, la part démographique des 65 ans et plus est passée de 12,6 % en 1999 à 21,1 % en 2024.

Répartition de la population selon le groupe d'âge, Québec, 1999 et 2024



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Après un sursaut, la diminution du nombre de naissances s'est poursuivie

75 865



1998

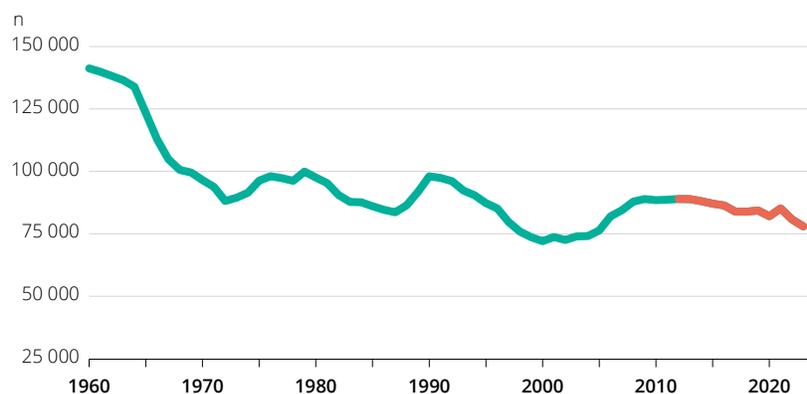
77 950



2023

Le nombre de naissances est passé de 75 865 en 1998 à 77 950 en 2023. Entre 1999 et 2004, il s'est maintenu en deçà de 75 000 pour ensuite monter à plus de 88 000 entre 2009 et 2014, probablement en raison de la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale et du développement du réseau public des services de garde.

Nombre de naissances au Québec, 1960-2023



Source : Institut de la statistique du Québec.

Cette hausse a toutefois été momentanée, car depuis 2013, le nombre de naissances montre une tendance à la baisse.

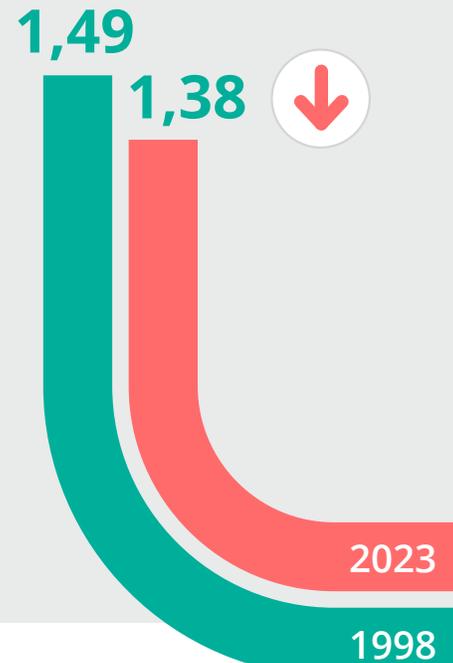
Le Registre des événements démographiques

L'ISQ gère le Registre des événements démographiques, une banque de données exhaustive sur les naissances, les mortinaissances, les décès, les mariages et les unions civiles au Québec. Pour les décès et les naissances, la collecte de données est faite principalement à l'aide des bulletins transmis électroniquement par différentes instances comme les hôpitaux, les coroners, etc. Les données recueillies par le RED sont indispensables au suivi de la situation démographique du Québec.

Un indice de fécondité en chute depuis les années 1960



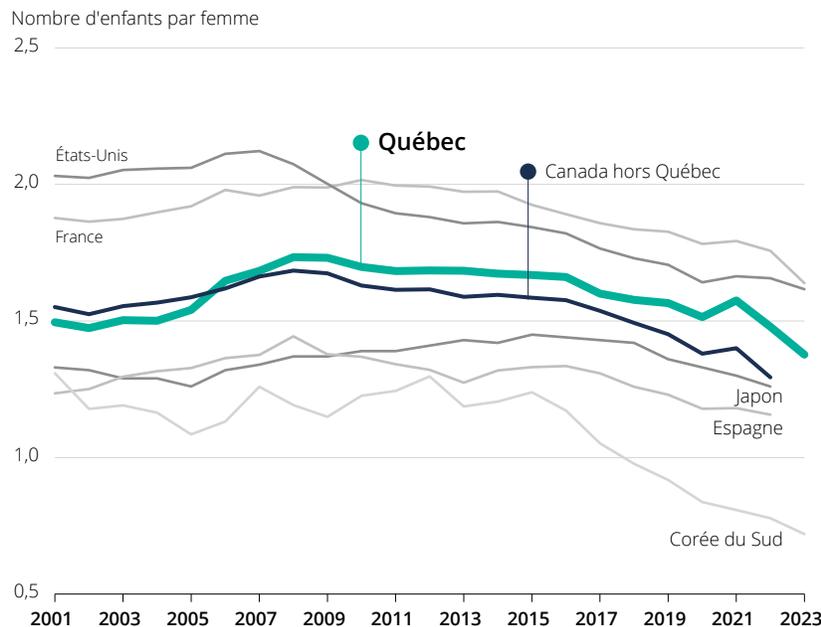
Indice synthétique de fécondité



La baisse du nombre de naissances reflète une baisse de l'indice synthétique de fécondité. Cet indice doit être au moins égal à 2,1 pour qu'il y ait un renouvellement de la population en l'absence de migrations.

L'indice synthétique de fécondité au Québec a fortement baissé depuis les années 1960 ; il est passé de 3,8 enfants par femme en 1961 à 2,1 en 1970. Malgré certains soubresauts les années suivantes, il a atteint **1,38 enfant** par femme en 2023, un niveau d'une faiblesse jamais vue dans l'histoire du Québec. Cependant, lorsque l'on compare le Québec au reste du Canada, on constate que la fécondité du Québec est supérieure à celle de la majorité des autres provinces.

Indice synthétique de fécondité, Québec et certains pays, 2001-2023



Source : Institut de la statistique du Québec.

Le phénomène de baisse de l'indice de fécondité n'est pas unique au Québec : il est généralisé dans l'ensemble des pays industrialisés, dont la plupart verront leur population diminuer plus tôt que prévu, si l'on ne tient pas compte des éventuels apports migratoires.

D'ailleurs, les démographes de l'ONU prévoient que l'indice synthétique de fécondité mondial passera sous la barre des 2,1 enfants par femme en 2050.

On meurt plus vieux

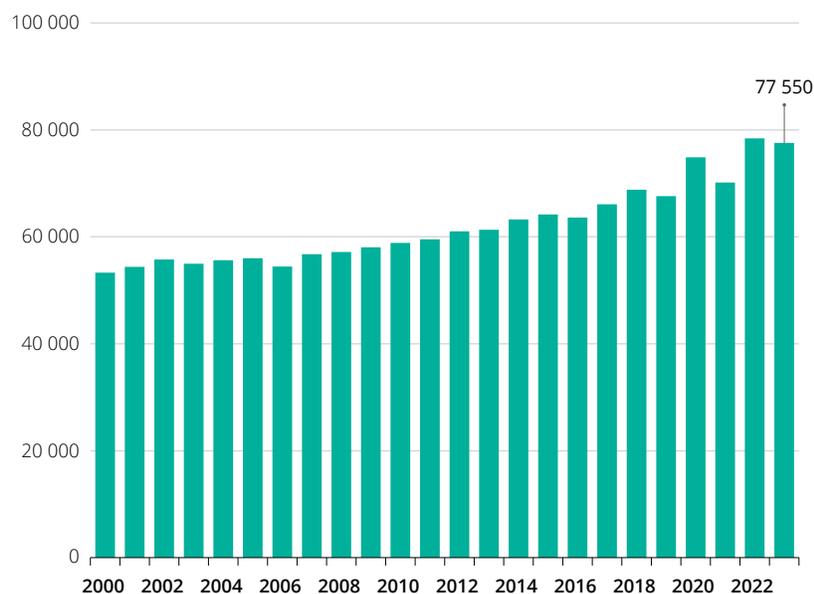
La mortalité, comme la natalité, est une composante essentielle de la dynamique démographique.

L'estimation provisoire du nombre de décès survenus au Québec en 2023 s'établit à **77 550**. Le nombre de décès a connu des variations parfois importantes au cours des dernières années, notamment en raison du vieillissement de la population et de la pandémie de COVID-19.



Décès, Québec 2000-2023

Nombre de décès (n)



Source : Institut de la statistique du Québec.

L'augmentation de l'espérance de vie à la naissance semble ralentir

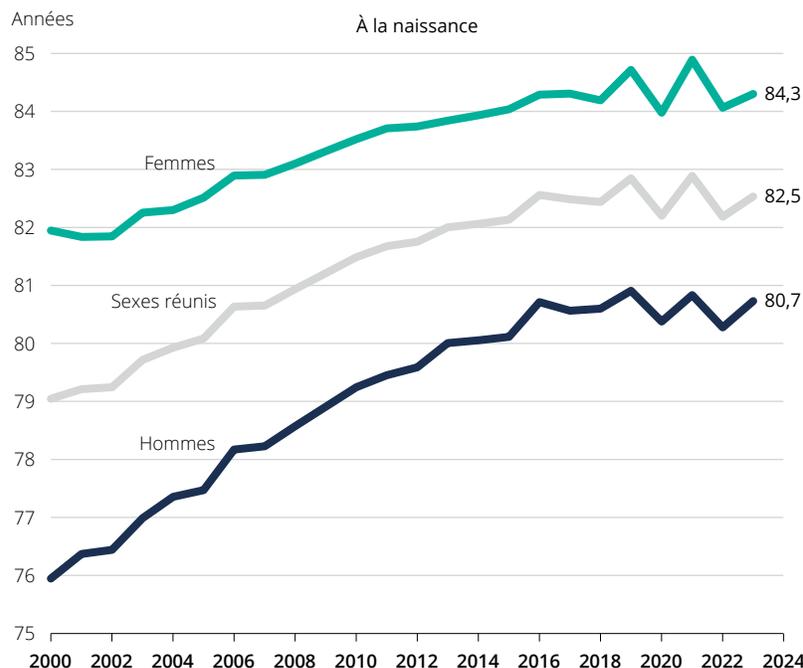
Espérance de vie



Avant la pandémie, l'espérance de vie tendait à augmenter au fil des ans, même si un ralentissement de la hausse s'observait par rapport aux décennies précédentes. La relative stabilité observée depuis 2016, malgré les fortes fluctuations de la pandémie, représente ainsi une rupture de la tendance. Néanmoins, même si le Québec n'a pas connu de gains notables d'espérance de vie dans les dernières années, il n'est pas encore, comme les États-Unis, dans une situation où les gains passés sont perdus.

L'espérance de vie au Québec reste tout de même parmi les plus élevées au monde. Selon la plus récente compilation de Statistique Canada, qui porte sur l'année 2022, l'espérance de vie des Québécoises et des Québécois est supérieure à la moyenne canadienne hors Québec d'environ un an. L'écart entre le Québec et les États-Unis, qui était d'environ 2 ans en 2001, se situait à 5 ans en 2022, à l'avantage du Québec.

Espérance de vie à la naissance, Québec, 2000-2023



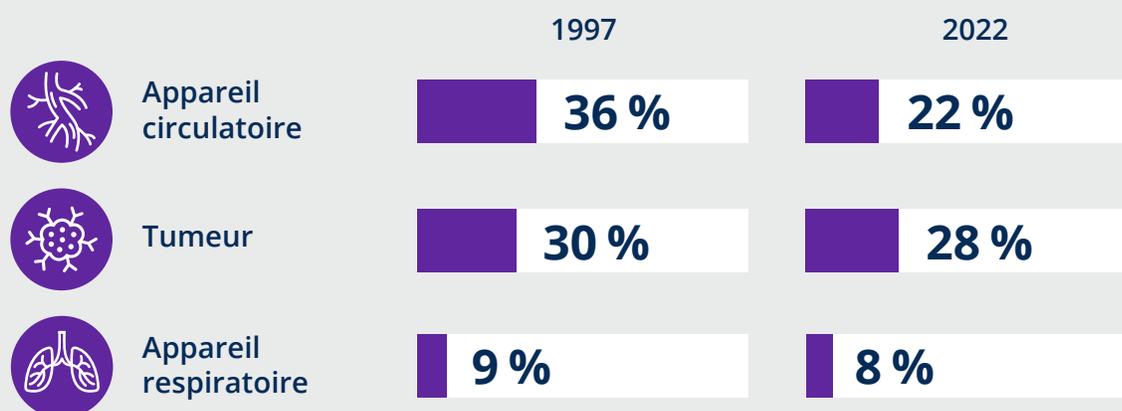
Source : Institut de la statistique du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec.

On meurt toujours principalement des mêmes causes

Au Québec, les décès sont en grande partie causés par des tumeurs, des maladies de l'appareil circulatoire et, dans une moindre mesure, des maladies de l'appareil respiratoire. La part cumulée de ces trois catégories est passée de 75 % à 58 % entre 1997 et 2022, surtout en raison d'une baisse de la mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire.

Les trois premières causes de décès



Source : Institut de la statistique du Québec.

En contrepartie, on observe une hausse de la part des décès attribuables à des troubles mentaux (dont les démences organiques) et des maladies du système nerveux (dont les maladies d'Alzheimer et de Parkinson), davantage observés chez les personnes très âgées. Il faut aussi noter que la part des décès attribuables aux chutes, eux aussi associés aux grands âges, ainsi que celle des décès liés aux surdoses, ont augmenté respectivement de 171 % et de 255 % entre le début des années 2000 et 2021.

L'ISQ se démarque durant la pandémie par ses travaux sur la surmortalité

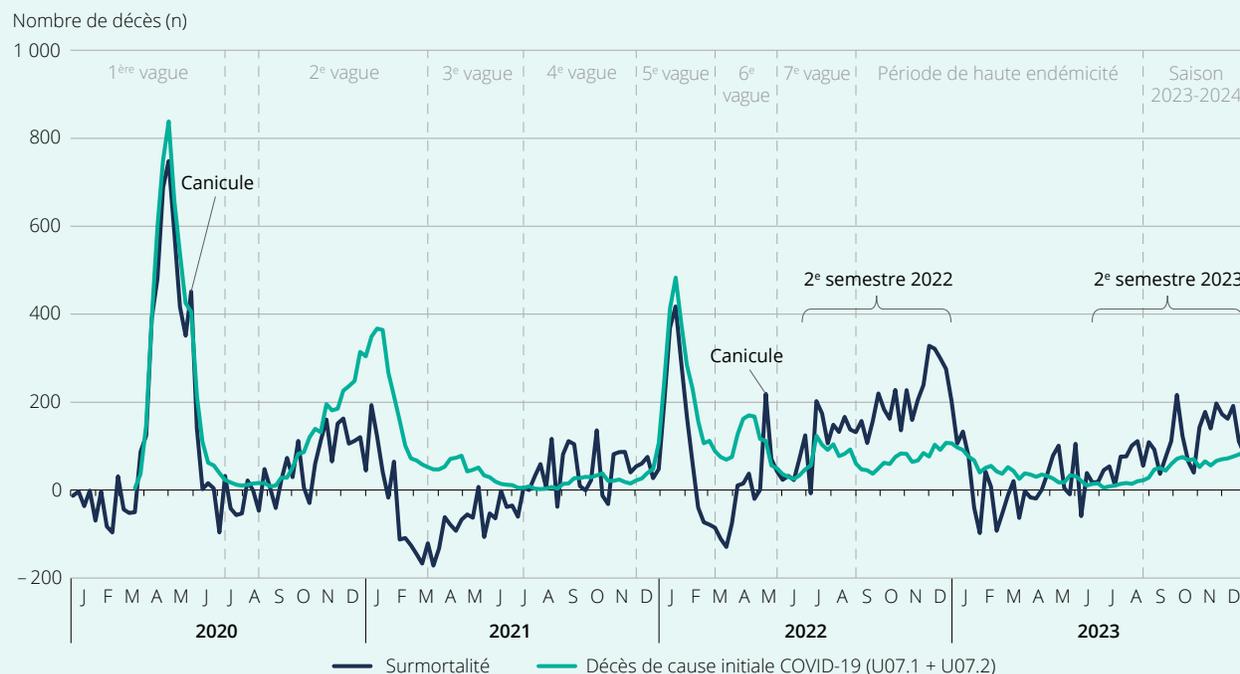
Durant la pandémie de COVID-19, l'analyse de la surmortalité s'est avérée être la meilleure approche pour faire des comparaisons entre les régions et entre les pays. L'ISQ, par ses travaux, s'est démarqué grâce à son expertise dans ce domaine.

Mais qu'est-ce que la surmortalité ?

Il s'agit d'une méthode qui permet d'estimer l'effet d'une période de crise sur la mortalité en comparant le nombre total de décès observés à celui normalement attendu. Les résultats de ces travaux ont permis de dresser le bilan net de l'ensemble des conséquences de la pandémie sur les décès, qu'il s'agisse d'effets directs ou indirects.

Au Québec, les épisodes de surmortalité survenus depuis le début de la pandémie ont généralement coïncidé avec les vagues de décès liés à la COVID-19. Cette synchronicité a aussi été observée ailleurs dans le monde, mais dans la plupart des pays, la surmortalité a été plus élevée que le nombre de décès attribués à la COVID-19. Le contexte québécois est fort différent à cet égard, car la surmortalité a généralement été inférieure ou égale au nombre de décès attribués à la COVID-19 (sauf durant les deuxièmes semestres de 2022 et de 2023). Les comparaisons internationales fondées sur la surmortalité sont donc susceptibles de donner un classement des pays différent de celui obtenu à partir de comparaisons fondées sur les décès attribués à la COVID-19. Les travaux de l'ISQ ont ainsi permis de constater que le bilan des décès de la pandémie au Québec, initialement considéré comme l'un des plus lourds au monde, était au contraire parmi les plus bas.

Surmortalité et décès liés à la COVID-19, par semaine, Québec, 2020 à 2023



Source : Institut de la statistique du Québec.

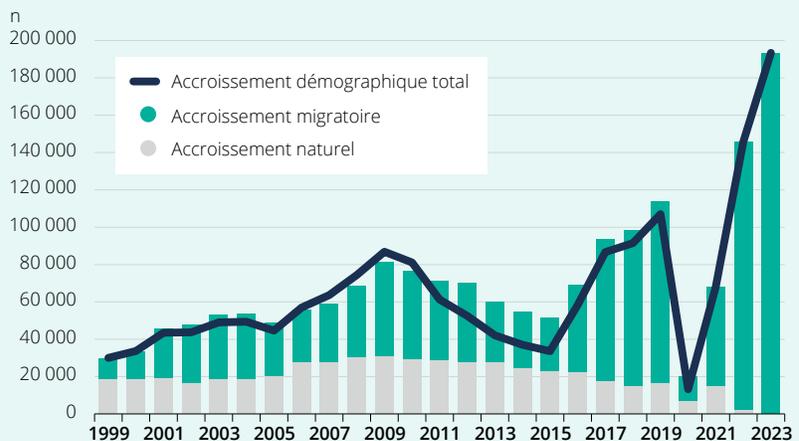
Une augmentation de la population due à une hausse de la croissance migratoire, mais un accroissement naturel en diminution constante

En 1998, l'accroissement naturel (+ 21 600 personnes) surpassait l'accroissement migratoire total (+ 2 500 personnes). Aujourd'hui, contrairement à ce qu'on observait à la fin des années 1990, **la croissance démographique du Québec repose essentiellement sur l'immigration.**

En 2023, l'accroissement migratoire total a atteint un record en nombre absolu. Ces forts gains migratoires sont essentiellement dus à une augmentation inédite du nombre de résidents non permanents, qui sont principalement des travailleurs étrangers temporaires, des étudiants internationaux ou des demandeurs d'asile en attente du statut de réfugié.

	1998	2023
Accroissement naturel	21 600	400
 Nombre de naissances	75 900	77 950
 Nombre de décès	54 300	77 550
Accroissement migratoire total	2 500	193 000
 Solde migratoire international	17 000	200 300
 Solde migratoire interprovincial	- 14 500	- 7 300

Accroissement démographique total, accroissement naturel et accroissement migratoire, Québec, 1999-2023



Note : En plus des accroissements naturel et migratoire, l'accroissement démographique total comprend un écart résiduel. C'est pourquoi on note une différence entre l'accroissement démographique total et la somme des composantes présentées.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Une croissance de l'immigration, mais surtout du nombre de résidents non permanents

Le phénomène des migrations internationales a toujours existé. De tout temps, des hommes et des femmes ont quitté leur terre natale pour partir à la recherche de meilleures conditions de vie. Bien sûr, à la suite de l'apparition des frontières nationales, ce phénomène a pris une autre dimension. Il permet aujourd'hui de comprendre l'évolution des différentes régions du monde, y compris celle du Québec.

L'immigration au Canada

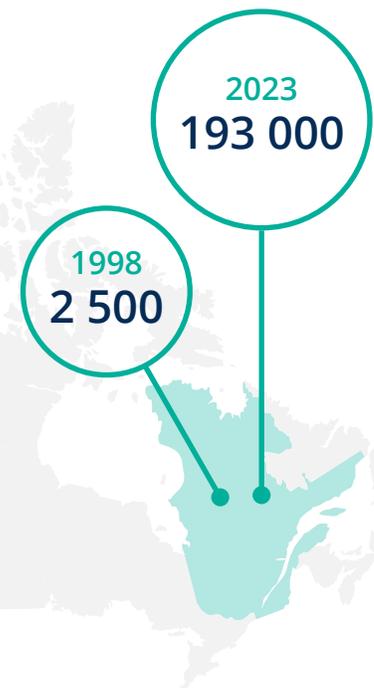
Immigrants reçus à titre de résidents permanents

- Immigrants économiques
- Regroupement familial
- Réfugiés

Immigrants reçus à titre de résidents non permanents

- Étudiants étrangers
- Travailleurs temporaires
- Demandeurs d'asile en attente du statut de réfugié

Accroissement migratoire total



Il y a 25 ans, l'accroissement migratoire total du Québec avait été estimé à seulement 2 500 personnes. En 1999, le Québec avait en effet admis 29 200 immigrants à titre de résidents permanents. Durant la même année, seulement 2 700 résidents non permanents (RNP) s'étaient ajoutés à la population. Par ailleurs, les pertes attribuables à l'émigration internationale (- 9 200 personnes) et aux migrations interprovinciales (- 11 700 personnes) ont fait que les migrations ont très peu contribué à la croissance de la population québécoise.

En 2023, la réalité était toute autre. En effet, le bilan des mouvements migratoires avec l'extérieur du Québec (migrations internationales et interprovinciales) faisait état d'un gain net de 193 000 personnes pour la population québécoise. Ce gain dépasse nettement le précédent record enregistré en 2022, établi à 143 400 personnes.

La hausse notable des gains en 2023 s'explique par une forte augmentation des migrations internationales à la suite de la pandémie, et plus particulièrement par une augmentation inédite du nombre de RNP.

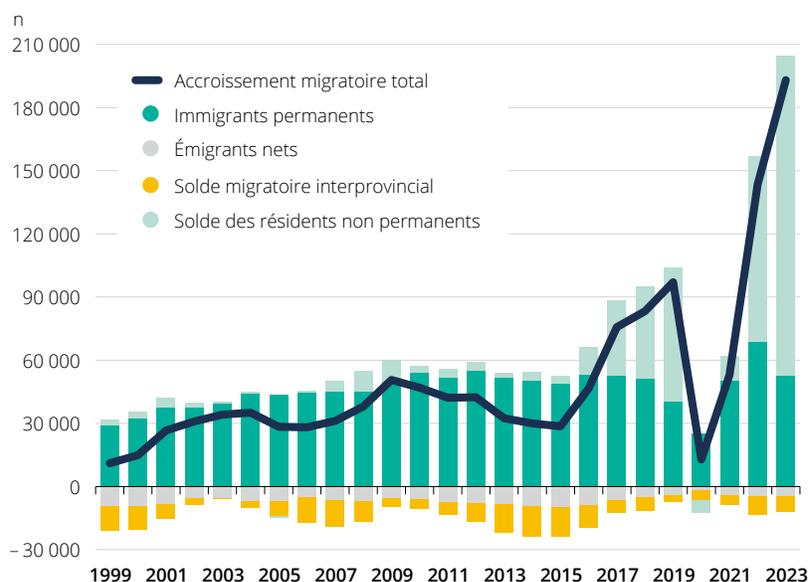
En 2023, le Québec a enregistré une augmentation nette de 152 000 RNP, un nombre sans précédent, et 52 800 immigrants ont été admis à titre de résidents permanents. En contrepartie, l'émigration internationale (- 4 500 personnes) et les migrations interprovinciales (- 7 300 personnes) n'ont entraîné que des pertes relativement faibles pour le Québec en 2023.

L'apport des RNP à la croissance démographique était marginal à la fin des années 1990. Ce solde avait été plus important à quelques reprises durant les années 1980 en raison d'afflux ponctuels de personnes revendiquant le statut de réfugiés, mais les sommets alors atteints étaient sans commune mesure avec ceux observés aujourd'hui.

L'augmentation des dernières années a porté leur effectif total à environ 588 000 personnes au 1^{er} juillet 2024, selon une estimation provisoire de Statistique Canada.

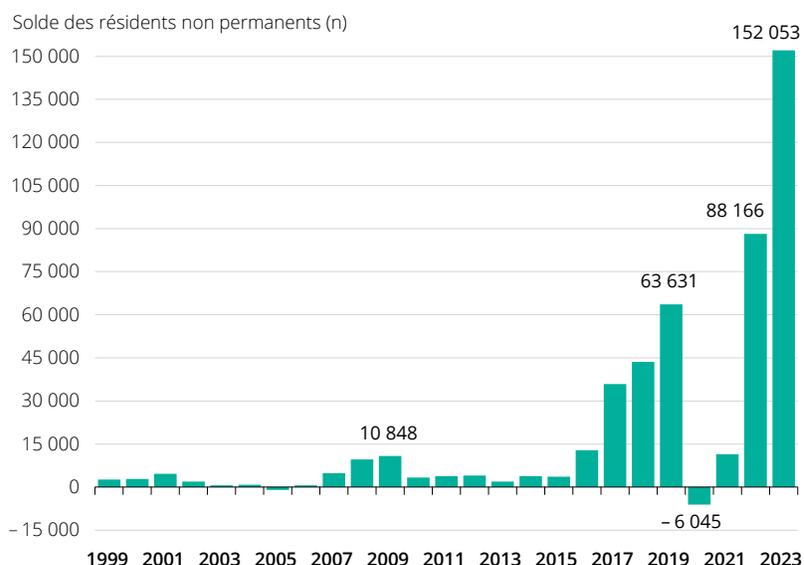
Après avoir connu une période de croissance modérée jusqu'en 2015, le nombre de RNP s'est accru à un rythme de plus en plus rapide jusqu'à devenir, en 2019, la principale source d'accroissement migratoire. Cet élan a été freiné en 2020 et 2021, mais une très forte tendance à la hausse a été observée en 2022.

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1999-2023



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2024). Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

Solde des résidents non permanents, Québec, 1999-2023



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2024). Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.



Les langues parlées au Québec

La *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* a été récemment modifiée afin que l'ISQ puisse produire des informations statistiques permettant de suivre la situation linguistique au Québec. C'est dans ce contexte que l'ISQ a mené la première édition de *l'Étude sur la situation des langues parlées au Québec* (ESLPQ). L'objectif était d'obtenir des données fiables sur les différentes langues parlées au Québec dans divers contextes.

Entre le 9 janvier et le 18 août 2024, 75 000 personnes ont été interrogées sur leur connaissance des langues, l'usage des langues dans certains contextes, la langue des produits culturels consommés, la langue des contenus consultés sur Internet, la langue utilisée au travail ainsi que la langue d'instruction. Les résultats de cette étude seront connus prochainement.

Cela dit, l'ISQ s'intéressait déjà aux langues parlées au Québec plusieurs années avant que ce mandat lui soit confié. Déjà, en 2022, l'ISQ s'est appuyé sur les éditions de 2011, de 2016 et de 2021 du Recensement de la population de Statistique Canada pour présenter des données pertinentes pour le Québec, les régions métropolitaines de recensement (RMR) et le territoire québécois hors RMR. Ces données nous apprennent notamment que le pourcentage de Québécoises et de Québécois ayant le français pour langue maternelle est passé de 78,1 % en 2011 à 77,1 % en 2016, puis à 74,8 % en 2021. La proportion de personnes ayant l'anglais comme langue maternelle est restée stable. En revanche, la proportion de personnes ayant une autre langue maternelle que le français, l'anglais ou une langue autochtone est passée de 11,7 % en 2011 à 12,6 % en 2016 et à 13,4 % en 2021, ce qui témoigne de l'importance des apports migratoires au Québec.

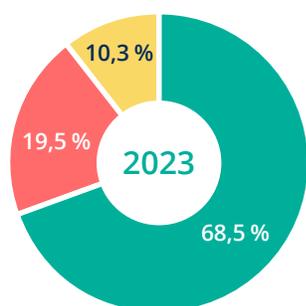
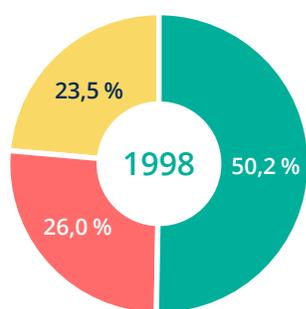
En ce qui concerne la langue parlée le plus souvent à la maison, on observe là aussi une baisse du français. En 2011, 80,0 % des personnes qui vivaient au Québec parlaient le français à la maison. Ce pourcentage est passé à 79,0 % en 2016, puis à 77,5 % en 2021. L'utilisation de l'anglais a pour sa part peu évolué ; elle est passée de 9,8 % en 2016 à 10,4 % en 2021. En revanche, le pourcentage de la population du Québec utilisant une autre langue que le français, l'anglais ou une langue autochtone est passé de 6,6 % en 2016 à 7,5 % en 2021.

Ces données contribuent au suivi de la situation démolinguistique au Québec. D'autres rapports, réalisés par l'Office québécois de la langue française (OQLF), font état de l'évolution de la situation et traitent de la langue maternelle, des langues parlées à la maison (le plus souvent et régulièrement) et de la connaissance du français et de l'anglais.

Qui étaient les nouveaux résidents permanents il y a 25 ans ?

Qui sont-ils aujourd'hui ?

Immigrants reçus à titre de résidents permanents



- Immigrants économiques
- Regroupement familial
- Réfugiés

Parmi les immigrants qui ont été reçus au Québec à titre de résidents permanents en 1998, 50,2 % l'ont été dans la catégorie de l'immigration économique, 26,0 % dans la catégorie du regroupement familial et 23,5 % dans celle des réfugiés et personnes en situation semblable.

En 2023, les immigrants de la catégorie de l'immigration économique formaient encore le groupe le plus important et comptaient pour 68,5 % des immigrants permanents, la proportion la plus élevée depuis le sommet atteint en 2012 (72,0 %). Il s'agissait principalement de travailleuses et de travailleurs qualifiés (56,5 %) et, dans une moindre mesure, de gens d'affaires (11,9 %). Les immigrants de la catégorie du regroupement familial représentaient 19,5 % des immigrants. Enfin, les immigrants de la catégorie des réfugiés et personnes en situation semblable comptaient pour 10,3 % des immigrants (contre 11,4 % en 2022), la part la plus faible depuis 2015.

En 1998, la France arrivait déjà en tête des pays d'origine des immigrants admis au Québec avec 10 %, devant la Chine et l'Algérie (7 % chacun). Haïti, le Maroc et l'Inde suivaient avec une part d'environ 4 %. En 2023, la France arrivait encore en tête des pays d'origine avec 13 %, devant le Cameroun (11,8 %), la Chine (11,1 %), l'Algérie et le Maroc (4,7 % chacun) et la Tunisie et Haïti (4,2 % chacun).

En conséquence, une part importante des immigrants admis au Québec parlent le français. Parmi les immigrants admis en 1998, 40,3 % avaient une connaissance du français à leur arrivée. De ceux-ci, 26,9 % connaissaient le français seulement et 13,3 % connaissaient le français et l'anglais.

En 2023, 65,1 % des immigrants permanents avaient une connaissance du français et de l'anglais. De ceux-ci, 33,4 % connaissaient le français seulement et 31,7 % connaissaient le français et l'anglais.

Une évolution semblable s'observe pour la langue maternelle des immigrants. La part du français a atteint 27,9 % en 2023, tout près du sommet de 28,8 % de 2021. De 2012 à 2019, cette part a fluctué autour de 18 %, et était un peu plus faible auparavant.

Le poids démographique du Québec dans le Canada n'a cessé de diminuer

Malgré une forte hausse en 2023, le taux d'accroissement du Québec est moins élevé que celui de presque toutes les autres provinces. Le poids démographique du Québec dans l'ensemble du Canada a donc diminué depuis 25 ans : il est passé de 24,5 % en 1996 à 21,9 % en 2024.

Cette tendance n'est pas nouvelle, puisque le poids du Québec dans le Canada diminue régulièrement depuis la fin des années 1960. Le poids démographique de l'Ontario, à l'opposé, n'a pas cessé de progresser.

Poids démographique du Québec dans le Canada

24,5 % 21,9 %



1996



2024





Les nouvelles réalités sexuelles et de genre

L'ISQ a présenté en août 2024 le *Recueil statistique sur la diversité sexuelle et de genre*, une compilation de statistiques provenant de diverses sources de données. Ce recueil brosse le portrait des personnes faisant partie des minorités sexuelles et de genre en abordant différentes thématiques, telles que la démographie, la scolarité, la santé et le bien-être, la vie sociale et communautaire, ainsi que la victimisation.

La diversité sexuelle et de genre réfère à l'ensemble des groupes caractérisés par leur orientation sexuelle, leur identité de genre et leur modalité de genre. Les personnes de minorités sexuelles sont celles ayant déclaré une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle. Les personnes de minorités de genre réfèrent aux personnes transgenres, c'est-à-dire les personnes dont le genre ne correspond pas au sexe qui leur a été assigné à la naissance, ainsi qu'aux personnes non binaires, c'est-à-dire aux personnes dont le genre se situe en dehors du modèle binaire homme-femme.

Au Québec, entre 2019 et 2021, environ 3,9 % de la population de 15 ans et plus faisaient partie d'une minorité sexuelle. Les personnes issues de minorités sexuelles étaient, en proportion, plus nombreuses chez les 15 à 29 ans que chez les 30 ans et plus (8 % c. 2,9 %).

En 2021, environ 1 personne sur 400 au sein des 15 ans et plus (0,23 %) faisait partie d'une minorité de genre. Ces personnes étaient proportionnellement plus nombreuses chez les 15 à 34 ans (0,52 %) que chez les 35 ans et plus (0,12 %).

25
ans